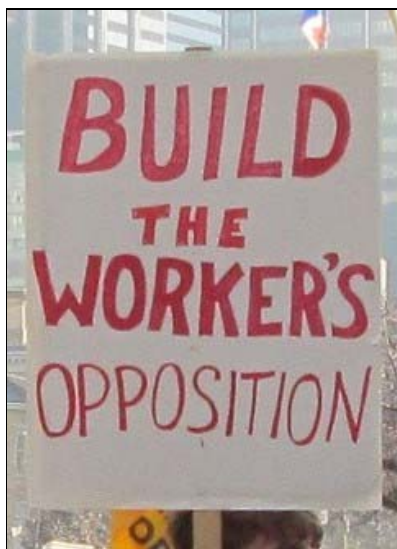


30 mars 2017

**Le Comité permanent sur le commerce international se penche
sur l'industrie de l'acier**

Spectacle honteux sur la colline du parlement

- Rolf Gerstenberger -



**Le Comité permanent sur le commerce international se penche
sur l'industrie de l'acier**

- **Spectacle honteux sur la colline du parlement - Rolf Gerstenberger**

Ne touchez pas aux pensions et aux avantages sociaux des travailleurs!

- **Tous avec les mineurs de Wabush qui luttent pour ce qui leur appartient de droit!**
- **Les retraités de Wabush Mines s'opposent au vol de leurs pensions et de leur assurance médicaments - Entrevue avec Jim Skinner, membre du Comité des retraités de Wabush**

**Le Comité permanent sur le commerce international se penche
sur l'industrie de l'acier**

Spectacle honteux sur la colline du parlement

- Rolf Gerstenberger -

Forum ouvrier a demandé à Rolf Gerstenberger, président à la retraite de la section locale 1005 du Syndicat des métallos, de commenter la discussion sur l'industrie sidérurgique tenue le 9 mars par le Comité permanent du commerce international sur la colline parlementaire. Des membres des partis libéral, conservateur et néo-démocrate ont assisté à la réunion. Les conférenciers invités étaient William Miller d'Amalgamated Trading Ltd, Joseph Galimberti de l'Association canadienne des producteurs d'acier, Ian Lee de l'Université Carleton et de l'Institut Macdonald-Laurier et Ken Neumann et Shaker Jamal du bureau national des Métallos.

Rolf Gerstenberger : Toutes ces absurdités à propos du commerce inéquitable et de la nécessité d'un commerce libre et équitable servent à détourner la classe ouvrière pour qu'elle ne demande pas des solutions réelles à des problèmes réels ici même. Les solutions commencent ici, elles commencent par un projet d'édification nationale. Ça ne peut débuter en attaquant les autres pour ce qu'ils font et en menant des guerres prédatrices pour les voler à des fins d'édification d'empire.

En un mot, la discussion a été un spectacle honteux de tous les acteurs concernés, en particulier ceux qui sont censés représenter les intérêts des travailleurs de l'acier. La lecture de la transcription officielle de 11 000 mots est tout à fait exaspérante. Rien là-dedans ne reflète la réalité que vivent les métallos et leur industrie productive. Rien n'est dit sur le cycle désastreux du secteur de l'acier et des crises récurrentes ou sur la façon de remédier à la situation. Rien dans tout cela pour atténuer un tant soit peu l'anxiété que vivent nos retraités qui ont été dépouillés de leurs avantages sociaux ou pour soulager l'angoisse qu'ils ressentent à propos de leurs pensions. Rien n'est dit sur les préoccupations spécifiques des métallos à Stelco et Algoma concernant la direction de leur industrie. Pour exonérer l'oligarchie financière et les gouvernements des désastres qu'ils ont causés et ne pas les tenir responsables, le Comité permanent a jeté de la poudre aux yeux avec des histoires à propos de la Chine et combien les Chinois sont responsables des problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis au-delà de vingt ans.



M. Miller, d'Amalgamated Trading, a été le seul à aborder ne serait-ce que superficiellement la réalité du secteur canadien de l'acier, mais seulement du point de vue des importations en gros dans l'ouest du pays. Il a dit qu'en l'absence d'une production importante de l'acier en Colombie-

Britannique, son entreprise importe presque tout ce qu'elle vend puisque le transport de l'acier en provenance d'Asie vers la Colombie-Britannique est moins cher que celui de l'Ontario. Il a dit que le prix du transport de l'acier en provenance d'Asie vers Vancouver par voie maritime est de 45 \$ à 50 \$ la tonne métrique alors que de l'Ontario vers l'Ouest du Canada, il s'élève à 120 \$ la tonne métrique par rail et à près de 200 \$ par camion.

Monsieur Miller a montré sans le vouloir l'importance d'avoir une industrie sidérurgique dans toutes les régions d'un pays aussi vaste que le Canada. Mais, bien sûr, ce n'est pas sa véritable préoccupation puisque, en tant que grossiste/importateur, il veut être l'intermédiaire et ne veut surtout pas d'une industrie sidérurgique locale qui fournirait directement des clients dans sa région ou d'une institution d'État qui joue un rôle important dans la gestion de l'ensemble de l'industrie, en particulier en apportant une stabilité aux prix du marché et une conformité entre l'offre et la demande sans crises récurrentes. Miller était aux audiences pour plaider pour les intérêts privés étroits de son entreprise. Comme tous les autres, il n'a pas de vision de projet d'édification nationale qui aurait un secteur de l'acier canadien indépendant dans toutes les régions et qui serait le rempart d'une économie dynamique et inter-reliée qui suffit à ses besoins.

Tout projet d'édification nationale au XXI^e siècle doit comprendre une intervention d'État robuste pour restreindre l'oligarchie financière dans son pouvoir d'investir la richesse sociale produite par les travailleurs. Les magouilles de US Steel et d'autres qui détruisent nos forces productives et volent ce qui appartient de droit aux travailleurs canadiens devraient être considérées comme des actes criminels. Il est ridicule de ne pas faire correspondre la production à la demande apparente de l'économie canadienne pour l'acier. Les énormes fluctuations des prix du marché de l'acier qui ont peu ou pas de rapport avec son prix de production ne sont pas du tout nécessaires. Nous avons non pas un gouvernement des lois mais un gouvernement des pouvoirs de police, qui comprennent le pouvoir judiciaire. Il utilise spécifiquement la détestée *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) pour rejeter sur le dos des travailleurs et des retraités le fardeau de leurs crises économiques hors contrôle à la demande de l'oligarchie financière internationale.

Dans son dernier jugement rendu devant les tribunaux de la LACC dans la cause d'Essar Algoma Steel, le juge Newbould a ordonné à l'aciérie de payer au débiteur-exploitant, les oligarques dirigés par la Deutsche Bank, qui contrôlent le processus, un montant supplémentaire de 1,25 million \$ pour un « défaut technique » parce qu'Algoma Steel n'a pas encore soutiré 22,2 millions \$ en concessions des métallos et employés salariés, ce que le tribunal lui a ordonné de faire d'ici le 22 mars. En outre, pour extorquer plus facilement ce qui appartient de droit aux travailleurs, le juge a ordonné aux comités de négociation des métallos et des employés salariés d'Algoma d'être séquestrés à Toronto sans contact avec l'extérieur jusqu'à ce qu'ils acceptent ces concessions. Tout cela se passe au moment même où Algoma Steel est en plein essor parce que nous sommes dans l'une de ces remontées temporaires dans le secteur de l'acier.

Stelco, elle aussi placée sous la LACC, ressent les effets de la remontée alors que son argent en caisse devrait atteindre 300 millions \$ d'ici juin mais le juge responsable du dossier n'est toujours pas prêt à rétablir notre droit à des avantages sociaux à la retraite même si c'est au nom d'une crise de liquidités qu'il nous les a enlevés en premier lieu. Le juge est prêt à imposer une vente à rabais désastreuse à une autre bande d'oligarques américains appelés Bedrock qui veulent éliminer toute responsabilité sociale de Stelco envers les pensions, les avantages sociaux, la production d'acier, l'emploi et la dépollution. Tout doit être retiré des livres comptables, crient-ils, pour permettre aux oligarques de faire leur coup d'argent.

À Ottawa cependant, notre illustre groupe de parlementaires et d'invités veut ignorer tout cela et se

cache derrière le tapage de type impérialiste américain à l'effet que tous nos problèmes sont la faute des Chinois qui nous vendent de l'acier à bas prix. Ils se plaignent que quelqu'un leur vend quelque chose moins cher que ce que ça vaut ! Ils n'ont que faire d'une édification nationale au Canada et d'une nouvelle direction pour l'économie sans crises. Qui représentent-ils ? Toutes les principales entreprises sidérurgiques au Canada sont détenues à l'étranger et elles ont toutes leurs propres intérêts et préoccupations qui n'ont rien à voir avec l'édification nationale au Canada. Le nom de leur groupe devrait être l'Association des oligopoles mondiaux de l'acier parce qu'il n'a rien à voir avec les intérêts des Canadiens à créer ici quelque chose de stable et ayant de la valeur.

FO : Que penser des représentants syndicaux ?

RG : Leur réalité ne concorde pas avec le monde imaginaire concocté dans les coulisses du pouvoir. Selon leurs quartiers généraux à Pittsburgh et à la Maison-Blanche, les compagnies américaines sont les victimes de pratiques commerciales inéquitables, surtout celles du Mexique et de la Chine. Ça n'a pas de sens même en ce qui concerne les États-Unis mais pourquoi répéter cela au Canada ? La simple suggestion que l'empire le plus destructeur, pillard et expansionniste que le monde ait connu serait une victime défie le bon sens. L'empire qui depuis longtemps parcourt le monde à la recherche de ressources et d'ouvriers qu'il peut piller et exploiter même par des changements de régimes et la guerre se qualifie de victime.

Les pays en développement expédient des produits bon marché aux États-Unis en vertu de l'OMC et des accords de libre échange et voilà qu'une section de l'élite dominante cambrioleuse des États-Unis se plaint. Elle doit blâmer les autres pour les problèmes que confrontent les travailleurs des États-Unis parce que c'est la seule explication pathétique qu'elle peut donner à la crise économique qui sévit aux États-Unis mêmes. Les pays en développement sont forcés d'acheter des obligations américaines afin d'avoir en main les dollars américains nécessaires pour leur commerce international et pour protéger leurs propres monnaies de spéculateurs milliardaires américains comme George Soros. Pendant ce temps, une section de l'élite dominante américaine cambrioleuse trouve le moyen de se plaindre du niveau trop élevé de la dette américaine, qu'elle n'a d'ailleurs aucune intention de rembourser, comme prétexte pour couper dans les programmes sociaux destinés aux sections les plus vulnérables des Américains. Elle ne peut même pas organiser un système de santé moderne digne de ce nom.

Selon le gouvernement du Canada et ceux qui ont participé à cette soi-disant discussion sur l'industrie de l'acier, le Canada n'existe pas. Il est une partie intégrante d'une économie nord-américaine. Nous sommes supposés abandonner toute idée de bâtir quelque chose de valable ici au Canada, que nous pouvons contrôler, et remettre le contrôle total de l'économie et de la société à Trump et à ses hommes de main comme le secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, qui vont s'occuper de nous. Pendant ce temps là, ils vont traiter les Chinois comme aime le faire l'impérialisme américain, par le diktat, la destruction et la guerre. L'Irak, la Libye et la Syrie nous montrent ce que les États-Unis réservent au monde entier. Nous, les métallos, nous connaissons très bien la façon de faire de Wilbur Ross et jusqu'où peut aller sa cruauté quand il s'agit de ses intérêts privés. Il a profité personnellement de la misère et de la destruction de l'industrie sidérurgique aux États-Unis et au Canada.

Selon les ministres du gouvernement Trudeau, nous devrions être heureux des miettes qui tombent de la table de l'administration Trump et abandonner toute aspiration à avoir notre propre secteur de l'acier et une économie nationale que nous contrôlons nous-mêmes, qui ne connaît pas les crises économiques et peut garantir le bien-être et les droits de tous.

Ignorer les besoins des travailleurs actifs et des retraités du Syndicat des Métallos est inacceptable.

Que dire aussi de cette diversion à propos de la construction d'un pont à Montréal avec de l'acier étranger quand on connaît toute la corruption qui imprègne ces projets d'infrastructure ? Le Québec n'a même plus d'industrie sidérurgique. Les oligopoles l'ont détruite. Le Québec a déjà eu une société d'État de production sidérurgique mais elle a été privatisée et détruite dans la frénésie antisociale des derniers vingt ans.

Nous avons pris position contre la prise de contrôle de Stelco par US Steel en 2007 et n'avons pas gardé le silence quand USS l'a détruite comme nous l'avions prédit. Nous avons averti tout le monde qui voulait bien écouter que US Steel avait l'intention de détruire Stelco en tant que compétiteur et qu'il n'avait aucune intention de respecter ses engagements publics et juridiques en vertu de la *Loi sur Investissement Canada*. Pourquoi les métallos de Hamilton et de Sault Ste. Marie devraient-ils participer à cette cabale insensée contre la Chine en tant qu'ennemie alors que US Steel, la Deutsche Bank et les fonds de placement gigantesques provenant des États-Unis nous crachent au visage et nous volent en plein jour ? Nous savons bien qui est l'ennemi parce qu'il est ici devant nous, et non à 10 000 kilomètres d'ici ! Voilà ce que nos représentants devraient être en train de dire.



FO : Que proposez-vous ?

RG : La section locale 1005 du Syndicat des Métallos demande la tenue d'une enquête publique sur la LACC afin de mettre à nu comment le pillage de tout ce qui revient de droit à nous et à nos communautés devient « légal » et mettre de l'avant que nos droits doivent être défendus et garantis. Quel est le sens d'un État de droit qui vole directement les travailleurs pour donner aux riches ?

Pour ce qui est des solutions à la crise du secteur de l'acier, la section locale 1005 du Syndicat des Métallos met de l'avant des propositions depuis 2004, mais aucun de ces grands personnages à Ottawa ou à Toronto n'a jamais daigné nous répondre ou entretenir une discussion avec nous. Ils nous ont tout simplement ignorés tout en laissant la situation se détériorer. La section locale 1005 a soulevé le problème de l'anarchie qui règne dans l'industrie et qui se manifeste par la fluctuation brutale des prix et les fermetures à répétition et pourtant on nous sert toujours la même réponse idiote : c'est la main invisible du marché, il n'y a pas d'alternative. Ce sont eux qui mènent la barque pendant qu'on se fait dire de laisser l'économie suivre son cours sans qu'elle soit soumise à un contrôle conscient.

Cette main invisible du marché n'est pas si invisible que ça. En fait, elle est très habile à piger l'argent directement dans nos poches pour le remettre aux riches. Pourtant, nous sommes censés nous incliner et jouer les imbéciles et nous plaindre de la Chine sans jamais demander des comptes aux vrais coupables.

Le spectacle disgracieux offert par le comité permanent démontre une fois de plus, comme si nous avions besoin d'une nouvelle preuve, à quel point la classe ouvrière a besoin de sa propre politique indépendante et de ses propres institutions pour parler et agir en son nom sur toutes les questions et sur toutes les tribunes. Les travailleurs ne veulent pas et n'ont pas besoin de ceux qui ne font que répéter la politique, les paroles, la vision et la ligne des oligarques dominants cambrioleurs qui ont démontré dans le monde réel qu'ils ne sont pas aptes à gouverner. Il est clair qu'il revient aux travailleurs eux-mêmes de mettre de l'avant un projet d'édification nationale du 21^e siècle et une nouvelle direction pour l'économie qui garantit les droits et le bien-être de nous tous. Nous, les

travailleurs, pouvons et devons exiger que ces oligarques rendent des comptes. Nous voulons une enquête publique sur la LACC et nous voulons nos emplois, nos régimes de retraite et nos avantages sociaux ainsi que tout ce qui nous appartient de droit - à nous, à Hamilton et au Canada.



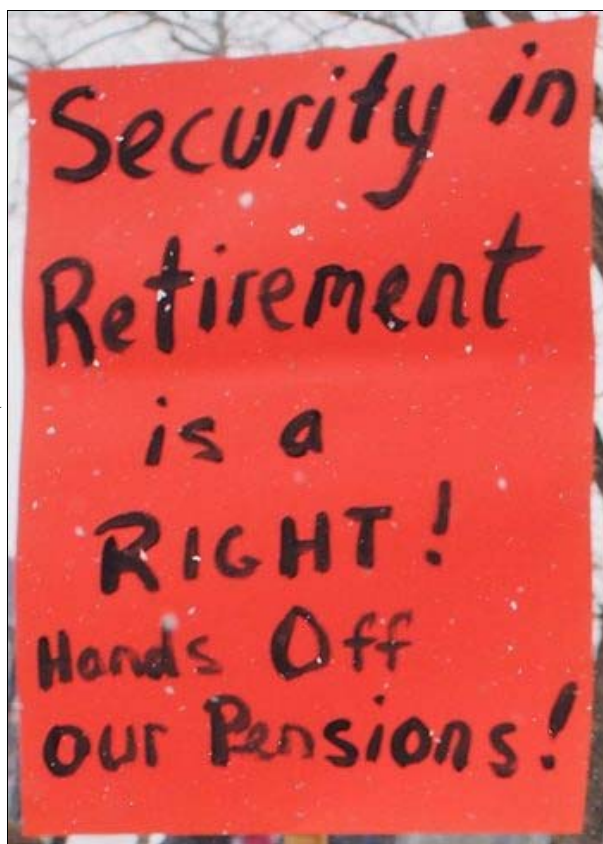
Ne touchez pas aux pensions et aux avantages sociaux des travailleurs!

Tous avec les mineurs de Wabush qui luttent pour ce qui leur appartient de droit!

Les mineurs de Wabush mènent une lutte déterminée pour récupérer les pensions, l'assurance médicaments et l'assurance vie que Cliffs Natural Resources leur a volées dans le cadre des pouvoirs de police de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). La majorité des travailleurs concernés vivent au Labrador et les autres au Québec.

Les travailleurs et les retraités de Wabush Mines se battent pour ce qui leur revient de droit en vertu de contrats qu'ils ont conclus en vendant leur capacité de travailler à l'employeur. Les retraités ont un besoin urgent des avantages sociaux qui leur reviennent de droit alors qu'eux-mêmes et leurs conjoints et conjointes avancent en âge et que plusieurs travailleurs souffrent des effets de leurs dures années à la mine. Ces pensions et ces avantages sociaux ont été négociés dans des contrats à vie et leur appartiennent de droit en vertu de leurs conventions collectives et des autres arrangements qui sont prescrits par les lois du travail et les lois relatives aux régimes de retraite.

L'oligopole américain a soutiré des millions de dollars de profits de l'économie locale et provinciale à même le travail des mineurs canadiens pour extraire le minerai de fer servant à la production d'acier. C'est une injustice criminelle que commettent les autorités canadiennes en permettant à Cliffs Natural Resources de se retirer aux États-Unis sans assumer ses engagements juridiques. Les gouvernements fédéral et provincial doivent forcer Cliffs à assumer ses obligations ou prendre des arrangements pour garantir les droits des travailleurs de Wabush.



Le 20 mai 2015, le juge Stephen Hamilton de la Cour supérieure du Québec à Montréal a eu recours aux pouvoirs de police de la LACC pour accorder protection aux actifs de Wabush de Cliffs au Labrador. Quelques mois plus tôt, la cour avait accordé la même protection aux actifs du Lac Bloom au Québec. Cela fait partie du plan de Cliffs de renier ses obligations légales envers les travailleurs, les fournisseurs, les petits créanciers, les municipalités environnantes et la dépollution. Cliffs a recours à la LACC pour mettre ses gigantesques actifs américains hors d'atteinte des travailleurs canadiens bien que ces actifs comprennent des profits réalisés au Canada. En plus d'avoir recours à

la protection de la LACC pour se débarrasser de ses obligations légales, Cliffs conspire pour liquider et vendre ses installations minières productives au Labrador et se retirer aux États-Unis avec tout ce qu'il peut.

Le 26 juin 2015, le juge Hamilton a émis une autre ordonnance en vertu de la LACC permettant cette fois à Cliffs de cesser de faire tout paiement de réduction de déficit des fonds de pension des employés de Wabush. Cliffs et les autorités étatiques savaient depuis longtemps que les fonds de pension étaient sous-financés et que s'ils étaient liquidés sans l'injection de ces paiements spéciaux ils ne pourraient pas assurer aux retraités les prestations qu'ils avaient négociées dans des accords ayant force de loi.

Le juge a aussi autorisé l'oligopole à cesser ses paiements pour l'assurance vie et l'assurance médicaments des retraités. L'impact cumulatif de ces mesures dans la vie des travailleurs et des retraités de Wabush est énorme et le Comité des retraités de Wabush réclame justice pour tous les travailleurs visés et demande des comptes à l'oligopole et aux gouvernements. La situation que vivent les mineurs de Wabush est un exemple de plus de l'injustice que représentent les pouvoirs de police de la LACC et de la nécessité d'y mettre un terme. Tous les accords qui sont conclus entre les travailleurs, l'État et les employeurs privés en échange de la capacité de travailler des travailleurs doivent être honorés et garantis pour la vie.

Les oligarques américains et leurs co-conspirateurs dans l'État canadien doivent rendre des comptes et les droits de tous les anciens travailleurs de Cliffs doivent être honorés et garantis.



Les retraités s'opposent au vol de leurs pensions et de leur assurance médicaments

**« Toutes ces choses ont été négociées dans des contrats à vie
et doivent nous être restituées »**

- Entrevue avec Jim Skinner, membre du Comité des retraités de Wabush -

Forum ouvrier s'est entretenu récemment avec Jim Skinner, un membre du Comité des retraités de Wabush, au sujet de la lutte que mènent les travailleurs et les retraités contre les décisions du tribunal de la LACC et pour faire valoir leurs droits. Jim est l'ancien président de la section locale 6285 du Syndicat des Métallos représentant les travailleurs de Wabush Mines au Labrador.

Forum ouvrier : Peux-tu nous parler du contexte dans lequel se mène la lutte actuelle des travailleurs et des retraités de Wabush Mines?

JS : Cliffs a fermé la mine pour une durée indéterminée en février 2014 et annoncé sa fermeture définitive en octobre de la même année. Il faut comprendre que Cliffs s'est départi de ses actifs canadiens. Il a séparé la division américaine de la division canadienne. Puis il a annoncé qu'il se placerait sous la protection de la faillite et à ce moment-là les gouvernements n'ont pas agi. La protection de la LACC a été accordée à Cliffs et tout le monde pensait qu'il s'agirait d'une restructuration suivie d'une reprise d'activités de Cliffs. En fait, ils ont procédé à la liquidation de leurs actifs.

En vertu de la LACC, qui est une loi fédérale, les procédures doivent se tenir dans la province où l'entreprise a son bureau chef. Dans le cas de Wabush, le bureau chef est à Montréal, alors les procédures se tiennent à la Cour supérieure du Québec. Nous (au Labrador) sommes situés très loin de cette cour. Nous avons bien un avocat du Syndicat des Métallos et le personnel non syndiqué est représenté par Koskie Minsky mais c'est quand même très difficile d'obtenir l'information dont nous avons besoin.

En examinant la loi qui gouverne les régimes de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador nous nous sommes rendus compte qu'elle nous protège plus que la loi du Québec. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a présenté une requête pour une interprétation en vue de porter en appel la décision de la Cour de ne pas tenir ces procédures à Terre-Neuve puisque de l'avis général la loi de Terre-Neuve protège plus les travailleurs. Si nous gagnons notre cause de « fiducie réputée » à Terre-Neuve nous pourrions peut-être tenter une poursuite en justice et récupérer nos pertes de pensions parce qu'alors nous aurions le statut de créancier protégé. En ce moment, nous ne sommes pas des créanciers protégés. Les banques et les entreprises passent avant les travailleurs.

[Selon les avocats des retraités de Wabush, l'expression « fiducie protégée » signifie que l'argent des retraités n'est pas considéré comme faisant partie des actifs de l'employeur parce qu'on assume qu'il est gardé en fiducie pour les membres du régime de retraite, ce qui veut dire qu'il serait protégé même en cas de procédures de faillite. Il semble que la loi de Terre-Neuve-et-Labrador soit plus explicite à ce sujet que celle du Québec - Note de FO]

La LACC accorde une période de temps pendant laquelle l'entreprise peut se restructurer et décider de ce qui va advenir de ses actifs. Cela fait deux ans maintenant que la protection de la LACC est prolongée dans le cas de Cliffs et la plus récente prolongation nous mène à juin 2017. Probablement qu'elle va être prolongée encore par après parce que Cliffs cherche à vendre ses actifs et à envoyer les recettes des ventes aux États-Unis.

En plus, Cliffs était également propriétaire des installations du Lac Bloom au Québec. Ils les ont achetées pour 4,3 milliards \$ et les ont revendues pour 10,3 millions \$. Nous ne l'acceptons pas parce qu'un des membres du Conseil d'administration de Champion *[Champion a acheté la mine du Lac Bloom en 2015 - Note de FO]* est aussi vice-président de Cliffs. C'est une vente de feu et nous pensons qu'il y a collusion dans cette affaire. Cependant, nous ne pouvons pas poursuivre Cliffs pendant qu'il est sous la protection de la LACC.

FO : Peux-tu nous parler de ce que vivent les retraités de Wabush en ce moment ?

JS : En 2015, nous avons été informés, avec neuf jours d'avis, que nous allions perdre notre assurance vie et notre assurance médicaments. Ils ont le droit en vertu de la LACC de ne pas payer ce qu'ils doivent et cela comprend leurs obligations en ce qui a trait aux pensions et à l'assurance vie et l'assurance médicaments. Le juge a autorisé cela.

Bien sûr, sans nouvel argent dans les fonds de pensions, ceux-ci allaient faire faillite. On parle de 3000 retraités qui reçoivent leur pension chaque mois, alors le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a ordonné que les fonds de pension soient liquidés. Ils ont procédé à une évaluation, en ont conclu que les fonds avaient un déficit de 50 millions \$, et les retraités syndiqués se sont retrouvés avec une coupure de 21 % et le personnel non syndiqué avec une coupure de 25 % (ce sont deux régimes séparés). Nous nous opposons à cette coupure.

Le surintendant des régimes de retraite de Terre-Neuve-et-Labrador avait le pouvoir d'ordonner à Cliffs de mettre l'argent nécessaire dans les fonds avant qu'il se place sous la protection de la LACC.

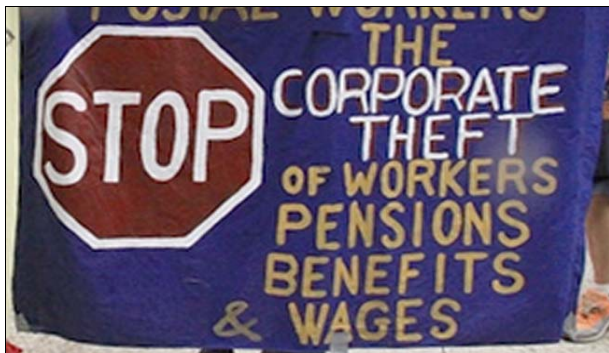
Il y avait une fenêtre d'environ 6 mois qui le permettait. Le gouvernement aurait dû exiger que Cliffs fasse ses paiements de réduction de déficit du fonds de pension avant qu'ils puissent se placer sous la LACC. Maintenant les gouvernements fédéral et provincial se blâment mutuellement pour ce qui s'est produit.

Les mots me manquent pour décrire la situation désespérée dans laquelle nos retraités se trouvent aujourd'hui. Nous avons des gens qui meurent parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter leurs remèdes. Nous avons des gens qui souffrent du coeur et qui doivent choisir entre garder leur maison, mettre de la nourriture sur la table ou acheter tous leurs remèdes, ou encore les prendre de temps en temps seulement, ou couper les comprimés en deux. Il y a des veuves qui n'ont pas d'argent pour acheter quelque médicament que ce soit. Elles ont demandé de l'aide du gouvernement mais celui-ci jusqu'à maintenant n'a rien fait.

FO : Parle-nous du travail que vous faites pour obtenir justice.

JS : Nous avons formé un comité à Wabush qui fait des représentations auprès des deux niveaux de gouvernement et tient les membres informés. Ce que nous disons, c'est que toutes ces choses ont été négociées dans des contrats à vie et doivent nous être restituées. Si je prends mon cas, quand j'ai pris ma retraite j'ai reçu une lettre me disant combien d'argent je recevrais chaque mois et ce que seraient mes avantages sociaux à la retraite. Et si je venais à mourir, ces avantages seraient transférés à ma conjointe. Tous les travailleurs qui ont pris leur retraite ont reçu une lettre semblable.

Mais sous la LACC, il n'y a pas de lois. Nous sommes forcés de nous appuyer sur nos représentants élus pour protéger ce que nous avons négocié et protéger les lois du pays mais quand nous sommes dans cette situation, comme l'ont vécu les travailleurs de Stelco et bien d'autres, ces représentants nous laissent tomber. Nous vivons dans une société libre et élisons ces gens mais à chaque fois ils nous abandonnent.



Nous demandons que notre assurance vie et notre assurance médicaments soient restaurées. Il s'agit d'un contrat à vie. Nous disons que le gouvernement doit protéger ce contrat et forcer Cliffs à faire les paiements qui s'imposent à tous leurs retraités. Quand vous vieillissez et prenez votre retraite, c'est de plus en plus difficile d'obtenir une assurance médicale. Dans la plupart des cas les compagnies refusent de vous l'accorder et s'ils vous l'accordent cela vous coûte

les yeux de la tête. Les gouvernements doivent également forcer la compagnie à payer ce qu'elle doit aux régimes de retraite.

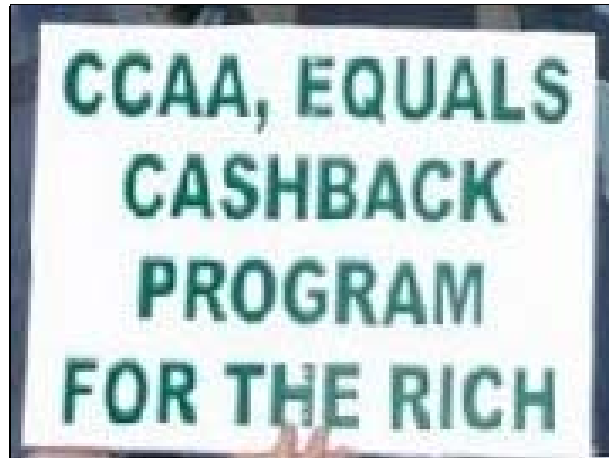
En plus de cela, la compagnie, comme c'est le cas de toute mine, a versé une garantie de 50 millions \$ pour la dépollution. Nous demandons que la compagnie ne puisse pas récupérer ce montant parce que tout ce qu'ils récupèrent en ce moment en vendant les équipements et les autres actifs est placé sous le contrôle du contrôleur, lequel est lui-même contrôlé par le juge de la Cour supérieure. Nous demandons qu'au moins une partie de ce montant serve à rembourser les travailleurs et non les entreprises et les banques.

Cliffs essaie en ce moment de trouver un acheteur pour les installations de Wabush qui va prendre à son compte ses obligations environnementales, espérant ainsi récupérer une partie de cette garantie et l'envoyer faire grossir son compte en banque aux États-Unis. Ce serait incorrect et criminel de la

part de notre gouvernement d'autoriser une telle chose. C'est pourtant ce qui se produit en ce moment. Cliffs ne cesse de faire grossir son compte en banque. Les seuls qui font de l'argent en ce moment, c'est Cliffs en vendant ses actifs et les avocats qui prolongent indûment les procédures.

Les deux niveaux de gouvernement doivent intervenir. Il faut que les lois fédérales comme provinciales protègent les droits des travailleurs. Nous devons faire en sorte que les gouvernements protègent les travailleurs et non les multinationales qui viennent piller nos ressources puis s'en vont en nous laissant en plan.

Dès les premiers jours, nous avons fait circuler une pétition demandant au gouvernement fédéral de modifier la LACC de façon à faire des travailleurs des créanciers garantis. Le gouvernement nous a répondu qu'il ne peut pas faire ces changements à cause de nos partenaires des traités de libre-échange. Il nous a démontré de la sympathie mais nous ne cherchons pas la sympathie. Nous voulons nous assurer que ce qui nous arrive n'arrivera pas à d'autres.



Nous faisons des représentations régulières auprès de nos députés. Nous les éduquons parce que beaucoup d'entre eux ne connaissent pratiquement rien à la LACC, aux faillites ou à la liquidation ou à la situation dans laquelle nous sommes.

FO : Tu veux ajouter quelque chose en conclusion ?

JS : Nous disons à tout le monde que si vous n'êtes pas affectés en ce moment, joignez-vous à nous, éduquez-vous, aidez-nous à faire passer ces changements pour que vous ne soyez pas touchés à votre tour.

Ces choses vont continuer à se produire tant que les gouvernements vont permettre aux multinationales ou aux compagnies locales ou à quelque compagnie que ce soit de s'en prendre aux travailleurs. Il faut que cela change. Un contrat qui est négocié doit avoir force de loi et être protégé. Je n'ai rien à apprendre là-dessus aux travailleurs de Hamilton et des régions environnantes parce que cela fait des années qu'ils se battent là-dessus. Ils savent de quoi je parle et j'ai beaucoup appris d'eux.

C'est ensemble que nous sommes plus forts.



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca